

- LE POINT DE LA SITUATION, DES TACHES PRECISES... -
=====

En effet, des problèmes importants se posent aujourd'hui en fin de congés devant nos organisations. La politique de misère et de guerre que nous connaissons depuis 4 années, rentre, avec la majorité franchement réactionnaire issue d'un système électoral truqué, dans une phase nouvelle.

Hausses formidables des prix, refus d'augmenter les salaires et d'appliquer l'échelle mobile, campagne sur la productivité, afin d'arriver partout aux cadences infernales qui apporteraient des bénéfices supplémentaires aux patrons, attaques contre l'Ecole laïque, la Sécurité sociale, atteintes aux libertés, etc., tels sont les traits essentiels de l'offensive gouvernementale, patronale.

- LES SALAIRES -
=====

Le Bureau de l'Union Départementale, réuni le 23 Août 1951, après examen de la situation :

Dénonce devant les travailleurs du département, les hommes du gouvernement et de la majorité qui, après un nouveau bourrage de crâne sur la baisse, procèdent une fois de plus, à des augmentations des prix.

Rentrant de vacances, les travailleurs sont de nouveau assaillis par la politique de vie chère et de guerre qui se développe depuis 4 années.

Malgré les promesses de la campagne électorale, sur l'amélioration et la justice sociale, la majorité féroce réactionnaire issue d'une consultation truquée, se prépare à des augmentations comme celle du pain qui serait majoré de 12 Frs le kilo, soit 30 % d'augmentation et le reste à l'avenant.

Le Bureau de l'U.D. tient à préciser que dans le même temps, le Gouvernement et sa majorité toute entière rejettent les revendications essentielles des travailleurs : minimum vital à 23.600, échelle mobile et suppression des zones de salaires, et s'octroient, des députés R.P.F. aux socialistes, une majoration mensuelle de leur traitement de 8.000 Frs.

Contre ces décisions scandaleuses de vie chère, le Bureau de l'Union Départementale invite les masses laborieu-

Ce sont donc ces problèmes, conséquences de la politique de guerre, qui préoccupent aujourd'hui les travailleurs et ne sont pas sans leur laisser de graves inquiétudes.

Le Bureau de l'U.D., dans son procès-verbal ci-dessous, répond donc à ces préoccupations, donne l'orientation et par conséquent, fixe des tâches bien précises.

C'est sans perdre un instant que vous devez les examiner, les adapter à l'échelon de votre entreprise ou bureau et participer efficacement à la direction de la préparation de la lutte contre la vie chère, pour les revendications, la paix et les libertés.

Le Secrétariat.

ses à agir, en soulignant que ce qui refuse cette majorité, peut lui être imposé par l'action unie des travailleurs dans chaque entreprise.

Le Bureau précise que l'augmentation du prix du pain aurait pu être évitée. Il suffisait d'appliquer un prix différentiel du blé suivant l'importance des quantités livrées et de supprimer les taxes fiscales et parafiscales qui frappent le circuit blé - farine - pain. Il faut savoir que ces taxes, destinées à alimenter le budget de guerre, s'élèvent à 800 Frs au quintal de farine.

Le Bureau de l'U.D. invite les travailleurs du département à réaliser l'unité dans leur entreprise pour :

- 1° - Faire rapporter la hausse décidée et exiger la suppression des taxes qui frappent un produit aussi essentiel que le pain.

- 2° - La discussion et l'aboutissement des revendications que la C.G.T. vient de préciser en leur nom :

- Fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti à 135 F. h.
- Augmentation générale des salaires pour tous les travailleurs.
- Application de l'échelle mobile à tous les salaires effectifs.
- Suppression complète des abattements de zone, et application du principe "A travail égal, salaire égal" pour les femmes et les jeunes.

- LA LAICITE -

=====

Le Bureau de l'U.D. s'élève contre les mesures anti-constitutionnelles que s'apprête à prendre le Gouvernement contre la laïcité.

Il invite instamment toutes les organisations syndicales : U.L., syndicats et sections syndicales, à défendre dans le plus large esprit d'

union, les principes fondamentaux de la République en ce qui concerne l'Ecole, et à empêcher le rétablissement même déguisé, des subventions aux Ecoles confessionnelles, instaurées pendant l'occupation par VICHY.

Il décide, en outre, de saisir le cartel d'action laïque.

-----oOo-----

- LA PAIX -

=====

Le Bureau demande à toutes les organisations confédérées, dans chaque entreprise, d'intensifier la campagne de protestation pour la libération du Second-Maître Henri MARTIN, et de faire connaître toujours plus ce vaillant défenseur de la Paix.

Il félicite les travailleurs, les ménagères de ST-NAZAIRE pour la lutte menée.

Il précise que l'action doit se développer dans l'union la plus large, sur la base de toutes les initiatives propres à chaque entreprise, afin d'arracher au bagne de MELUN, H. MARTIN.

-----oOo-----

- SECURITE SOCIALE -

=====

Après avoir entendu un rapport sur les atteintes et les menaces que font peser sur la Sécurité Sociale, Patronat et Gouvernement, le Bureau donne son adhésion à la Conférence Nationale

de Défense de la Sécurité Sociale, et décide de réunir une Commission Départementale Plénière de la Sécurité sociale, le Samedi 1er Septembre à 15 heures.

-----oOo-----

- LA JEUNESSE - LES LIBERTES -

=====

Le Bureau apprenant les brutalités dont ont été l'objet les jeunes Français de retour du Festival de BERLIN, Mercredi à PANTIN, élève une énergique protestation contre ces mesures de violence injustifiées.

Il adresse son salut à tous les jeunes de la Loire-Inférieure qui ont participé à cette grande rencontre de la jeunesse pour la Paix et souligne que ces actes de brutalité effectués par la police du gouvernement, et venant s'ajouter au séquestre de jeunes Français et Anglais à INNSBRUCK, par

les Américains qui n'hésitèrent pas à faire couler le sang, est un acte de plus qui traduit la fascisation que l'équipe gouvernementale et sa majorité imprimant au Pays, dans le cadre des buts de guerre et d'agression qu'elles poursuivent.

Le Bureau précise que cet acte en dit long sur la peur qui règne dans le camp de la guerre et montre clairement de quel côté sont ceux qui abaissent le rideau de fer.

Persuadé que le Festival est un immense succès pour les Forces de Paix, il décide d'offrir une réception au siège de l'U.D., à la délégation des jeunes au Festival.

-----oOo-----

Le Bureau décide la convocation de la Commission Administrative pour le Samedi 1er Septembre.

-----oOo-----

- LA SECURITE SOCIALE EN DANGER -
 QUE LE GOUVERNEMENT ET LE GROS PATRONAT PAIENT LEURS DETTES !
 =====

Dans toute la presse du Gouvernement, l'on donne sur la Sécurité Sociale, l'on feint de s'émouvoir et de s'étonner du déficit qui la met en danger.

Mais bien entendu, c'est le silence complet sur le pillage de la Sécurité Sociale.

Qui pille la Sécurité Sociale ?

Le gros Patronat doit 100 milliards (cotisations en retard et non payées)

L'Etat Patron doit 9 milliards (cotisations des fonctionnaires non payées).

Voilà, au total 109 milliards qui devraient tomber dans la caisse, et ainsi l'on trouverait largement de quoi combler leur fameux trou, et même d'avoir de l'exédent.

Voilà donc pourquoi la Sécurité est en déficit. Elle l'est aussi parce que les dépenses sont beaucoup plus fortes que les recettes. En effet, l'encaissé est calculée sur les bas salaires et les dépenses suivent les hausses continuelles des prix.

Exemple :

Depuis 1938, les salaires n'ont augmenté que de 12 fois, mais les médica-

- LA PRESSE, ABBONNEMENT AU PEUPLE -
 =====

L'Union Départementale rappelle aux Syndicats que le PEUPLE, journal hebdomadaire de la C.G.T., fournit une documentation précieuse à nos militants et que tous les Syndicats doivent y être abonnés.

Le prix de l'abonnement pour les Syndicats et les militants est, pour un an, de 700 Frs et 375 Frs pour 6 mois. Envoyer votre mandat à : LE PEUPLE, 213 R. Lafayette - C.C.P. 79-19 PARIS.

Si l'U.D. fait ce rappel aujourd'hui, c'est que l'administration du PEUPLE, nous a fait connaître qu'un certain nombre de syndicats, peu nombreux il est vrai, n'avaient ou n'ont pas renouveler leur abonnement. L'U.D. pense que ce rappel suffira près de nos camarades de ces syndicats qui ne doivent pas oublier que le PEUPLE est l'outil indispensable au militant.

ments ont augmenté de 35 fois, les frais d'hôpitaux de 40 fois.

Ainsi c'est clair, les saboteurs ce sont ceux qui doivent 109 milliards, ce sont ceux qui bloquent les salaires et augmentent les prix.

Il n'y a pas de temps à perdre pour arrêter les strangulateurs de la Sécurité sociale, pour sauver et améliorer les retraites des Vieux, les allocations familiales des enfants, le remboursement à tous les travailleurs malades.

L'Union Départementale demande à tous les Syndicats et Unions Locales de prendre en mains la défense de la Sécurité sociale en même temps que les salaires, et de faire connaître la vérité aux travailleurs.

Le Bureau a décidé la tenue d'une Commission plénière de la Sécurité Sociale le Samedi 1er Septembre à 15 h. à NANTES, qui réunira, avec les Administrateurs C.G.T., les délégués du personnel des Caisses, nos directions de l'U.D. et des U.L. Les décisions prises seront aussitôt portées à la connaissance des Syndicats.

Le Bureau de l'U.D.

- RECRUTEMENT -
 =====

... La juste politique suivie par notre centrale, se traduit par une progression de notre influence démontrée par les résultats des élections des délégués, de ces derniers mois.

Des syndicats se renforcent, comme les Métaux de ST-NAZAIRE : 150 adhésions, CHATEAUBRIANT : 12 adhésions, d'autres se constituent comme les Carriers de HAIE-FOUSSIERE : 25 adhésions la Confection de DERVAL : 11 adhésions, les E.V.O. NANTES : 21 adhésions.

Mais trop de syndicats oublient encore de peser cette règle constante, le recrutement : Au travail pour organiser ceux qui toujours plus nombreux, accordent leur confiance dans les élections.

Faites connaître à l'U.D. vos résultats, vos difficultés, ils seront de précieux enseignements pour tout le département.

L'Administrateur gérant : M. PASTIER